

L'HUMAIN D'ABORD!

Programme Populaire et Partagé

Dossier page 4
Le programme en pages
centrales

Les Nouvelles de Loire Atlantique *nla*

Bimensuel édité par la fédération de Loire Atlantique du Parti Communiste Français

Numéro 920

6 octobre 2011

prix: 0,70 €

11 octobre :



Tous en mouvement pour une autre répartition des richesses

■ **Somalie**

Le pays meurt de faim en
silence P 2

■ **Evénement**

Le sénat bascule à gauche P 3

■ **Éducation**

Une mobilisation historique P 5

■ **Patrimoine**

Architecture contre histoire
sociale ??? P 6

■ **Palestine**

« Les élus
communistes
et républi-
cains
réitèrent
plus que
jamais
leur appel
à la recon-
naissance
de la Palestine en tant
qu'état à part entière,
libre et souverain »

Sandrine Fleurimont, Maire-
Adjointe de St-Herblain



P 7

Les Nouvelles de Loire Atlantique *nla*

Aujourd'hui, Les Nouvelles de
Loire-Atlantique, ce sont des
milliers d'abonnés ou de lec-
teurs occasionnels.

Abonnements, diffusion mili-
tante:

**Participez à la diffusion
des Nouvelles de Loire-
Atlantique!**

Pour tout renseignement: 02 40 35 03 00
ou redac.nla@orange.fr

L'actualité politique...

EN BREF

Valises



« Je vous demande de vous arrêter, je vous demande de vous arrêter! », une injonction qui 16 ans après avoir été prononcée n'a pas pris une ride et pourrait resservir telle quelle à Edouard Balladur à l'occasion de l'affaire Karachi. Une affaire qui pourrait bien coûter cher au futur candidat de L'UMP pour les présidentielles !

Petit pois

Ce ne sont pas les talents qui manquent à l'UMP et dès qu'une place se libère dans un ministère, il est ardu de nommer le ou la plus compétente. C'est donc un jeune homme très brillant : David Douillet, grand sportif et petit pois, qui vient d'être nommé ministre des sports. **Bon courage à lui et aux sportifs qui n'en récolteront que des pièces jaunes.**

Un pas en avant, deux pas en arrière

Le roi Abadallah d'Arabie Saoudite vient de donner aux femmes de son pays le droit de vote et de se présenter aux élections municipales. Un grand progrès !!! Reste que les saoudiennes n'ont pas le droit de conduire et que leur vie est conditionnée par le bon vouloir des hommes. **Ce n'est donc pas gagné pour que les femmes arrivent jusque dans les bureaux de vote.**

Petit pois, misogynie bis

« On dit que je suis misogyne. Mais tous les hommes le sont. Sauf les tapettes! » : David Douillet... **Une question demeure, l'ancien judoka a-t-il été nommé ministre des sports en France ou en Arabie Saoudite ???**

Pré-historique

Le 25 septembre 2011 est un jour historique !!! Alors que le sénat basculait à gauche pour la première fois de son histoire, la jeune Bernadette Chirac, 78 ans, était réélue conseillère générale de Corrèze. **En chiraquie si les électeurs restent fidèles seule la mémoire fait défaut.**

Toxiques

Sur tous les registres, la fin de l'année 2011 et l'année 2012 ne seront pas bonnes années pour les empoisonneurs.
Médicaments toxiques : la justice enquête sur les laboratoires Servier.
Médecin toxique : s'ouvre le procès contre le médecin de Mickael Jackson.
Prêts toxiques : de nombreuses municipalités portent plainte ou on l'intention de le faire contre la banque Dexia.
Salle temps pour les empoisonneurs de tous poils.

Point de vue

par **Pédro Maia**

Le dimanche 25 septembre comptera parmi « les mauvais jours » de l'histoire de la droite et plus particulièrement pour le mandat de Nicolas SARKOZY et son parti qui, depuis 2007, connaît des revers électoraux cinglants. Elections municipales, cantonales, régionales, c'est maintenant le Sénat qui tombe, « fief » soit disant indéboulonnable, longtemps érigé en sanctuaire d'un certain conservatisme politique français. **La droite au pouvoir vacille**, désavouée par les français(e)s mécontents de la situation politique économique et sociale, par leurs élu(e)s locaux relais de ce mécontentement ; ébranlée par les échecs et les divisions, engluée dans d'indécents affaires d'argent. L'UMP saura-t-elle sauver le soldat Sarkozy ? Beaucoup, dans les rangs de la majorité présidentielle commencent à évoquer les candidatures 2012 au conditionnel jusqu'à celle du président sortant lui-même. Pour autant, pas de quoi pavoiser. Le sénat basculé, même s'il ne s'en trouve pas renforcé par un groupe communiste et républicain plus fort, sera-t-il le point d'appui de ceux qui attendent la fin du régime sarkozyste ? Le changement profond, le progrès social, la gauche au pouvoir sur des projets qui amélioreront réellement et durablement le quotidien de ceux qui subissent n'est pas un chemin sans embûches. Le danger d'une

L'humain, le rassemblement, les luttes sans quoi rien ne sera possible...

simple alternance qui ne remette pas en cause le pouvoir de l'argent, le système bancaire et la dictature des marchés financiers, la réforme des collectivités, la casse de l'éducation nationale et de tous les services publics existe.

Un mouvement social fort avec en perspective la mobilisation interprofessionnelle du 11 octobre sera déterminant dans le débat politique

qui ne peut se résumer aux batailles intestines du PS, télévisées ou pas. D'autres choix sont possibles et le Parti communiste français engagé dans le Front de Gauche prendra les initiatives nécessaires pour populariser le programme populaire partagé, **un programme pour mettre « l'humain d'abord » au centre de la vie politique.** A la fête de l'Humanité, c'est l'espoir dans une autre France, une autre Europe, un autre monde qui domina. L'humain, le rassemblement, les luttes sans quoi rien ne sera possible, peut être le chemin pour y parvenir.



La Somalie meurt de faim en silence

L'insécurité alimentaire frappe désormais six régions du sud sur huit. L'ONU redoute le pire. **La crise alimentaire qui frappe près de 12,4 millions de personnes dans la Corne de l'Afrique** depuis le début de l'été continue de s'étendre en Somalie, le pays le plus touché. L'ONU vient de décréter l'état de famine dans une sixième région sur les huit que compte le sud de la Somalie. Après le bas Shabelle, le moyen Shabelle (districts de Balaad et d'Adale), le sud de Bakool, les camps de déplacés d'Aggooye, la capitale Mogadiscio, il faut désormais ajouter à cette liste la région de Bay. La moitié du pays est affamée, soit

4 millions de personnes.

« Le taux de malnutrition chez les enfants dans la région de Bay est de 58 %. C'est un record de malnutrition aiguë », a expliqué Grainne Moloney, conseillère technique de l'unité d'analyse de la sécurité alimentaire et de la nutrition de l'ONU pour la Somalie (FNSAU). « Des centaines d'habitants meurent chaque jour, dont la moitié au moins sont des enfants », a-t-elle ajouté. « Au total, 4 millions de personnes sont en situation de crise en Somalie, dont 750 000 qui risquent la mort dans les quatre prochains mois en l'absence d'une réponse adéquate », s'est alarmé dans un communiqué le FNSAU.

La situation est préoccupante. Les rebelles Al Shabaab, affiliés au

réseau al-Qaida, bloquent l'accès à une très grande partie de l'aide humanitaire. Et l'appel aux dons de l'ONU n'est pour l'instant couvert qu'à 59 %.

« **Les dons reçus par les ONG qui interviennent sur le terrain et l'aide d'urgence promise par la France sont à l'image de ce désintérêt comparé à d'autres catastrophes humanitaires, c'est-à-dire largement insuffisants** », a regretté le directeur d'ONE France, Guillaume

AIDE HUMANITAIRE EN SOMALIE



Grosso. Le temps presse car, selon la FNSAU, le pire est à venir. « Si le niveau actuel de réponse à la crise humanitaire continue, la famine devrait encore progresser au cours des quatre prochains mois », prévient cet organisme.

De vous à moi...

Serrer le Kiki. Voilà une expression formidable, fort parlante. Si l'on se retourne sur les mois qui viennent de passer, en ne se limitant qu'à ceux-ci, on peut dire que ça sert au kiki de toute part.

Le capitalisme a même un certain doigté en la matière et sert le kiki à tous les étages.

Les grecs, les salariés, les ouvriers, les immigrés, les retraités, les roms, les malades, les profs, les sous-traitants, les élèves, les salariés, les fonctionnaires, les intérimaires (et la

liste est plus longue encore), ça leur sert drôlement au kiki... Et quand le capitalisme ne se contente pas seulement d'être dégelassé sur le plan économique et social il ne s'embarasse plus du tout du kiki. Il pilonne, il bombarde, il massacre, assez loin de chez nous pour ne pas être éclaboussé.

Serrer le kiki... triste expression en fait.

Aux Etats-Unis d'Amérique on sert encore le kiki jusqu'à la rupture. Le kiki noir surtout. Bien

que les afro-américains ne représentent que 12% de la population étatsunienne ils sont la majorité -44%- des condamnés à mort. Troy Davis, récemment exécuté, est le symbole même d'un état de fait insupportable et d'une justice raciste.

Serrer le kiki, étouffer, étrangler, assommer, une œuvre de mal-faisance à laquelle certains se donnent à cœur joie, sûrs de leur vérité, leur kiki à eux tout serré dans des cravates en soie.

...en Loire Atlantique.

VITE LU
VITE DIT

Erratum

Plusieurs erreurs se sont glissées dans le dernier numéro des NLA.

Tout d'abord, à la page 2 il fallait lire « Des dizaines de milliers de personnes se sont bousculées à la fête de l'Huma » et non des dizaines de personnes.

En page 3, dans cette même colonne il ne s'agissait pas de l'UDB sur la liste dite à gauche de la gauche mais des alternatifs, l'UDB soutenant tout naturellement la liste d'union à gauche conduite par Yannick Vaugrenard.

26ème fête des retraités CGT

Grande affluence à la traditionnelle fête des retraités CGT qui s'est déroulée le 22 septembre dernier au parc de la Bégraisière à St-Herblain.

Actifs comme inactifs (si tant est que les retraités soient inactifs) se sont retrouvés pour la plus grande fête des retraités de France. Un événement syndical et festif où les débats, les échanges et la convivialité prennent corps entre chaque stands et au détour de chaque restaurants.

C'est donc sous le soleil que les retraités ont fait la fête, mais, plus encore, ont exprimé leur mécontentement à l'encontre des politiques menées par le président des riches.

Parmi les griefs contre le président : **La loi sur l'autonomie promise et très vite enterrée, le niveau des pensions, les risques qui pèsent sur la santé avec notamment la nouvelle taxe supplémentaire sur les mutuelles...**

Les retraités, les salariés sont victimes des politiques d'austérité menées par l'UMP et c'est ce qu'entendaient dénoncer nombre de participants.

Comme par ironie, le même jour, François Fillon disait vouloir renforcer cette austérité en plaçant pour un nouveau recul de l'âge de départ à la retraite à 67 ans. **Une annonce qui, sans aucun doute, va regonfler les retraités pour la mobilisation du 6 octobre**

Septembre 2011 : Le sénat bascule à gauche

Ce n'est ni anodin ni anecdotique et c'est un véritable camouflet pour Sarkozy, le sénat vient de basculer à gauche, gauche qui obtient une majorité de 177 sièges (soit 25 de plus par rapport à la précédente mandature) contre 171 pour la droite. C'est la fin du monopole de la droite sur une assemblée qui paraissait complètement sclérosée, les résultats du 25 septembre dernier font donc l'effet d'un coup de pied dans une fourmière paralysée.

L'issue de ce scrutin ne résulte pas seulement des résultats des précédentes élections locales qui ont toutes été positives pour la gauche. Ils marquent la sanction des élus locaux à l'encontre des politiques menées par Sarkozy et en particulier pour ce qui les concerne, la sanction de la réforme des collectivités et des finances locales. Cela est tellement vrai que nombre de départements ruraux jadis ancrés à droite basculent à

gauche à l'occasion de ce scrutin.

Dans un contexte porteur pour la gauche le groupe CRC passe quant à lui de 24 à 21 sénateurs. Sur 17 sénateurs communistes renouvelables le groupe perd deux sénateurs (en Essonne et Seine St-Denis) mais en gagne un dans le Morbihan. Les deux sénateurs PG du groupe quant à eux avaient décidé de ne pas se représenter.

Le nombre d'élus pour la gauche et pour le PCF en particulier aurait sans doute été meilleur si la gauche était partie unie partout (la liste dissidente du PS en Essonne nous coûte un sénateur). D'autant que l'unité face à la droite s'imposait dans ce contexte particulièrement austère. En Loire-



Atlantique la liste de rassemblement à gauche sur laquelle figurait notre camarade Sabine MAHE, gagne trois sénateurs : Yannick Vaugrenard (PS), Michelle Meunier (PS) et Ronan Dantec (EELV). Sabine Mahé, maire de Trignac, si elle n'a pas été élue concède toutefois rester en relation avec ses colistiers pour faire avancer une question qui lui tient à cœur, celle du statut de l'écu, saluant la victoire de la gauche et l'énorme recul de Sarkozy : une victoire pour les maires et la population.

Communiqué du PCF 44

Le 25 septembre 2011 s'avère être une date historique avec le basculement du sénat à gauche.

Cette date marque un sérieux revers pour l'UMP qui en plus d'avoir perdu tous les scrutins locaux depuis 2007 vient de subir le rejet, par les grands électeurs, de sa politique anti-sociale et de sa réforme des collectivités territoriales. Cette première échéance avant 2012 est un signal de confiance envers les politiques de progrès. Les jours sont désormais comptés pour l'UMP !!!

En Loire-Atlantique et dans toute la France, les communistes ont participé à ce rendez-vous de l'histoire. Une sanction plus importante avec une majorité de gauche plus large pouvant s'appuyer sur un groupe Communiste Républicain Citoyen / Sénateurs du Parti de Gauche renforcé était à portée de main si la gauche n'avait pas fait l'objet de regrettables divisions.

Rapidement, les salariés et les familles populaires qui sont les premières victimes du pouvoir de droite doivent pouvoir trouver au sénat avec sa nouvelle majorité un point d'appui important !

Dès aujourd'hui, les sénatrices et sénateurs communistes demandent que la nouvelle majorité du Sénat se prononce au plus vite pour l'abrogation de la réforme des collectivités territoriales que ce scrutin condamne sans ambiguïté.

Les Résultats en Loire-Atlantique

Liste conduite par	Voix	% Exprimés	Nombre de Sièges
Yannick VAUGRENARD (PS-PC-EELV)	1 264	49,82	3
André TRILLARD (UMP)	646	25,46	1
Hervé LECA (FN)	25	0,99	0
Joël GUERRIAU (Centre)	458	18,05	1
Benoît RUBIN (DvG)	144	5,68	0

L'echo des commémorations

En amont du 70ème anniversaire de la fusillade de Châteaubriant, NLA revient sur les rencontres de la mémoire et la nouvelle exposition temporaire du musée de la résistance.

22 Octobre 1941 et les rencontres de la Mémoire

En amont du 70ème anniversaire de la fusillade de Châteaubriant, NLA revient sur les rencontres de la mémoire et la nouvelle exposition temporaire du musée de la résistance.

Samedi 1er Octobre plus d'une centaine de personnes ont participé à l'initiative du Comité du souvenir des fusillés de Châteaubriant et de Nantes et de la Résistance en Loire Inférieure et dans le cadre des rencontres de la Mémoire au Château des Ducs à Nantes à un colloque sur les fusillés de Châteaubriant et de Nantes. Ce colloque avec la participation d'historiens : Christian BOUGARD, Didier GUYVARCH et Thomas GINSBURGER, animé par Kristel GUALDE, avec un débat très ouvert a confirmé que le parti communiste et ses militants ont été dès 1940 les animateurs de la Résistance. Bien que le PCF interdît, ses députés internés à Alger dès 1939, que le pacte germano-soviétique ait troublé nombre de militants, très vite il a su organiser la Résistance contre l'occupant nazi et Vichy avec la participation de la CGT. Avec la venue de Marcel PAUL fin 1940 avec la mission de récupérer armes, munitions et explosifs pour organiser la lutte armée et la décision du PCF d'exécuter des officiers allemands, comme acte de guerre, a été prise au plus haut du parti. Après l'action de FABIEN c'est à Nantes, Bordeaux et Rouen que les premières actions armées ont eu lieu en octobre 1941. La répression sanglante à durement frappée les communistes mais aussi des

socialistes, des démocrates et des anciens combattants à Châteaubriant, Nantes, au Mont Valérien et Souges. C'est par ces actions de Résistance que De GAULLE fit de Nantes la première ville COMPAGNION de la LIBERATION. Le colloque a fait apparaître la complicité de Vichy au nazis pour désigner les otages par PUCHEU ministre de PÉTAIN, des militants et élus du PCF et de la CGT, des opposants à l'occupation allemande et à la collaboration.

Que juin 1941 a été un tournant décisif de la Résistance en passant à la lutte armée et la formation des maquis pour ouvrir un second front à l'ouest au moment de l'entrée en guerre des nazis contre l'URSS. Que la police française a bien été sous les ordres de PÉTAIN, LAVAL et DARNAND ; active pour traquer communistes, syndicalistes et démocrates et les livrer aux nazis, avec le soutien du grand patronat collaborateur comme RENAULT, BERLIET ; GNÔME et RHONE et d'autres.

Le 21 octobre avec la veillée au Bêle, le 23 à Châteaubriant auront lieu des hommages aux fusillés et aux résistants pour le 70ème anniversaire du 22 octobre 1941 avec la participation de milliers de personnes, des jeunes, venant de toute la région, de la région parisienne et de Bretagne avec la participation de Pierre LAURENT et de Bernard THIBAUT.

La résistance avec le CNR avait le double objectif : chasser les occupants nazis et doter la France d'une société démocratique, progressiste laïque et sociale, cette société reste à construire.

Les Résistances dans les camps nazis 1940-1945

Une exposition du Musée de la Résistance

Le Musée de la Résistance, créé en 2001, par l'Amicale de Châteaubriant-Voves-Rouillé-Aincourt, est installé dans la ferme située dans le périmètre de la carrière de la Sablière où furent fusillés 27 résistants, otages, internés au camp de Choisel à Châteaubriant. Ouvert au public depuis 2001, le musée est un espace d'histoire et de culture.



Avec la carrière, spécialement aménagée depuis la Libération, ils rendent hommage à la Résistance française. Les salles d'exposition permanente racontent l'histoire de ceux de Châteaubriant, de ces internés des camps pendant la 2ème guerre mondiale, en présentant documents d'archives, articles de presse, photographies, affiches et objets émouvants, collections enrichies en permanence par de nombreux dons. Cette année, l'association des Amis du musée présente une exposition temporaire réalisée par le Musée de la Résistance Nationale de Champagne avec le concours et le soutien du Ministère de l'Éducation Nationale, de la DRAC-Pays de la Loire (Ministère de la Culture). Son thème est « les Résistances dans les camps nazis 1940-1945 ». L'exposition est à découvrir sur place du 22 octobre 2011 au 29 septembre 2012.

Le dossier.

Ce que nous voulons : L'humain

Front de gauche : Programme populaire et partagé !

■ Le rendre populaire !

Le PCF dans le cadre des prochaines élections présidentielles et législatives de 2012 a placé la question du programme et des idées de transformations sociales radicales au cœur de sa démarche. Loin des guerres d'égos qui ont cours dans la plupart des partis politiques, une attention toute particulière a été apportée sur le fond du programme que nous avons voulu populaire et partagé et que nous mettons aujourd'hui en débat avec l'ensemble des français.

Les communistes, leurs partenaires, ont voulu mettre le citoyen au centre des débats en impliquant dans toutes les phases de réflexion. Les cahiers citoyens ainsi que les forums (dont plusieurs ont été organisés à Nantes, à St-Nazaire et dans le vignoble) et les ateliers du front de gauche ont été au cœur de ce partage d'expériences et de points de vue, se nourrissant de chaque débat pour faire grandir l'exigence de changement. Au cœur des rencontres et des discussions, le souhait affirmé de remettre la main sur cette économie qui ne sert aujourd'hui qu'une poignée d'Hommes est sans cesse ressorti. Ces participations citoyennes

et la synthèse qui en a été faite sont la force de notre projet.

La force de notre projet !

Le processus de co-élaboration a clairement permis de remarquer qu'au cours de la synthèse des cahiers citoyens et de la rédaction du programme un contenu à la hauteur des enjeux de la société actuelle s'était clairement dégagé. Thématiques par thématiques toutes les problématiques ont été abordées, droits sociaux, argent, démocratie écologie...

Le programme populaire qui découle de cette phase de débat, de synthèse et de mise en perspective se révèle donc être un outil utile pour porter le débat des futures échéances électorales sur nos propositions transformatrices telles que la création d'un pôle public bancaire, l'arrêt des licenciements, le développement des services publics, l'augmentation des salaires pour faire ainsi gagner les revendications populaires.

Ce projet populaire fait de l'humain et de



son épanouissement la pierre angulaire de ses propositions.

■ « [faire] des exigences populaires les axes incontournables de la politique d'une nouvelle majorité de gauche »



La campagne du Front de gauche lancée à la Fête de l'Humanité est en train de faire événement là où on ne l'attendait pas. Depuis le 15 septembre, près de 130 000 exemplaires de notre programme

L'humain d'abord ont été ou sont en cours de diffusion – cela confirme largement l'intérêt populaire pour notre démarche et, au-delà, pour le débat et une construction politique citoyenne dans les campagnes électorales de

2012.

« L'humain d'abord » et pas les marchés financiers ! Tout un programme, effectivement, car il ne saurait y avoir d'alternative au régime Sarkozy sans une rupture significative avec la dictature des marchés. Nous soumettons à la confrontation publique nos engagements formulés autour de grands principes :

- **abolir l'insécurité sociale et la précarité**, reconstruire des services publics ambitieux en matière d'éducation de santé, de logement,

- **adopter de nouveaux modes de production et de développement**, réindustrialiser, restituer aux travailleurs le fruit de leur travail en commençant par augmenter les salaires et minima sociaux...

- **reprenre le pouvoir sur les banques et les marchés financiers** en donnant de nouveaux droits aux travailleurs,

- **engager un projet de développement écologique et social**, en plaçant notamment sous contrôle public et citoyen, les choix énergétiques du pays,

- **relancer une République de l'égalité, de la liberté, de la fraternité**,

- **convoquer l'Assemblée constituante de la VIe République** pour refonder toutes nos institutions, la démocratie sociale,

nos libertés fondamentales,

- et, engager la France dans le combat pour **construire une autre Europe et changer le cours de la mondialisation.**

Ces propositions sont versées au débat et destinées à être enrichies. Nous voulons une construction partagée et thématique avec les citoyens.

Dans nos quartiers et sur nos lieux de travail, **tous ceux qui se tournent vers cette démarche peuvent se rassembler en assemblées citoyennes, en ateliers de circonscription, en front de luttes sur la base d'une ou plusieurs propositions ou exigences ou en vue d'élaboration de projets de loi...** Des assemblées populaires créés à notre initiative – non pour se rallier au Front de gauche ou à son programme, mais bien pour se les approprier et pour faire émerger des majorités d'idées et d'action qui feront des exigences populaires les axes incontournables de la politique d'une nouvelle majorité de gauche.

Pierre Laurent

■ Proximité et débats !

A la veille de la discussion du projet de budget 2012 qui sacrifie un peu plus les couches populaires, le monde du travail, les jeunes, les retraités, la section Loire et Sèvre du Parti communiste français va entrer en campagne pour porter le programme populaire partagé du Front de gauche. **Des outils sont à notre disposition, le programme que nous allons massivement populariser en lien avec le comité de campagne que nous souhaitons créer, d'autres types de matériels.** Et puis nous voulons organiser des débats publics, des assemblées citoyennes sur les thématiques de notre programme : système bancaire, éducation, santé, services publics, démocratie... **Pour faire bouger les rapports de force, nous aurons**

besoin de **campagnes de proximité, de terrain, au plus proche des gens qui attendent une alternative aux politiques libérales et l'émergence d'un projet de société capable de transformer le quotidien.**

Pedro MAIA



■ Les militants communistes, auteurs et diffuseur du programme

En organisant plusieurs forums depuis un an, **les militants communistes de Saint-Nazaire** ont permis à des dizaines de nazairiens d'être des auteurs du programme du Front de gauche : gratuité des transports publics, développement et sécurisation du transport maritime... sont des propositions retenues dans le programme. Aujourd'hui, populariser « le programme du Front de gauche l'humain d'abord » est une des priorités des militants communistes de Saint-Nazaire. Nous allons le faire de manière dynamique, **à la manière des crieurs de journaux sur les lieux publics, les marchés, manifestations...** Cette forme de diffusion nous avait per-

mis de vendre des centaines de numéros de l'Humanité, publiant l'intégral du projet de **Traité constitutionnel européen** en 2006.

Nous avons l'ambition de remettre (en échange de 2?) des centaines d'exemplaires pour que ce livre soit dans le plus grand nombre de mains, sur le plus grand nombre de tables et pour engager le débat. **Par la diffusion massive du programme « l'humain d'abord », nous voulons enflammer le débat politique d'ici avril 2012 !**

Yvon RENEVOT



Le social au cœur.

PRENONS NOTE...

CGT, CFTD, UNSA, FSU, Solidaires

appellent les salarié(e)s, jeunes, retraité(e)s et privé(e)s d'emploi à participer massivement aux manifestations le 11 OCTOBRE à 11 h00
NANTES - Place du commerce
SAINT-NAZAIRE - Place de l'Amérique latine
CHATEAUBRIANT - Mairie
ANCENIS - station Esso

Collectifs marée noire

L'association des Collectifs Marée Noire s'est constituée partie civile suite à la pollution par 500 tonnes de fuel lourd de 90 kms de côtes, afin que justice soit rendue. **Total comparaitra** devant le tribunal correctionnel de Saint-Nazaire à partir du 4 octobre, pour pollution et installations non conformes. L'association des Collectifs Marée Noire s'en félicite et sera présente aux côtés des autres parties civiles lors des audiences des 4, 5 et 6 octobre prochain. Contact: Marinette Colin-06 20 78 20 90.

Attaque scandaleuse contre l'aide aux plus démunis



19 millions de personnes dans les pays de l'UE comptent sur le programme d'aide alimentaire «Food for Free», existant depuis 1987 afin d'écouler les stocks de surplus de produits agricoles pour nourrir les plus démunis. Son budget passe de 500 millions d'euros en 2011 à 113 en 2012. Alors que près de 43 millions de personnes vivent en dessous du seuil de pauvreté en UE, et 20 millions d'enfants sont touchés par la pauvreté alimentaire. « Il y a une double tache noire sur le fronton de l'Union européenne » a déclaré **Patrick Le Hyaric**. « Peut-on rester sans rien faire et constater l'accroissement du phénomène de pauvreté alors qu'il est la conséquence des mesures d'austérité qui ont été adoptées par les gouvernements de l'UE? » « Par ailleurs, nous réduisons l'aide alimentaire aux plus démunis alors que leur nombre augmente. Cette situation est inacceptable lorsque l'on considère que plusieurs milliards d'euros ont été débloqués pour venir en aide aux banques ».

Orientation sexuelle et identité de genre

Le Parlement européen a adopté le 28 septembre à une très large majorité (442 pour, 104 contre) une résolution sur les violations des droits de l'Homme liés à l'orientation sexuelle et au genre. La nécessité de lutter contre les discriminations en ce domaine est posée de façon universelle tant au sein de l'UE que dans le reste du monde.

50 Milliards d'euros

C'est la charge de la dette dans le budget 2012. Elle devient le premier poste budgétaire.

En grève pour le service public !



A Saint Etienne de Montluc, les facteurs desservent St Etienne, Le Temple de Bretagne, Cordemais et Vigneux de Bretagne. Ils sont partis mercredi 28 septembre en grève à 100% à l'appel de CGT, SUD, FO et CFTD, pour dénoncer le **projet de suppression de 2 tournées** sur 17, qui vont bien sûr rallonger celles qui restent. Pourtant la population couverte a augmenté de 10% ! La Direction Départementale de la Poste justifie cela par une baisse de 5% du volume courrier. Elle appelle ça « les facteurs d'avenir ». Fidèle à sa vieille habitude illégale, la direction tente de contourner la grève en déoutant le courrier et en embauchant des intérimaires non formés pour traiter le courrier, et dépêcher un huissier ! Les grévistes ont lancé une pétition de soutien auprès de la population. Quelques kilomètres plus loin, à Malville, c'est un comité de défense pour la Poste qui se monte. En effet, la Direction y annonce sa volonté de réduire l'amplitude d'ouverture. Alors que le service est déjà logé dans un local municipal, elle propose un « choix » qui n'en est pas un : soit fermeture le lundi toute la journée et ouverture les autres jours de 9h00 à 12h00, soit s'installer dans un commerce, soit installation dans la Mairie avec prise en charge du salaire de l'agent municipal au prorata de son temps de travail consacré à la Poste (quelle imagination !). En clair, les habitants seraient contraints de se déplacer à terme à Savenay. Aussi des élus, des syndicalistes et des citoyens ont créé un comité de défense et font circuler une lettre pétition pour le maintien intégral du Bureau de Poste. C'est sûr, les postiers auront beaucoup de raisons de répondre à l'appel à la **grève le 11 octobre**. On peut d'ailleurs lire dans le préavis déposé par la CGT, que « les 2,7 Milliards apportés par l'Etat et la CDC devrait servir au développement du service public et à répondre aux revendications des postiers, plutôt qu'à des opérations de recapitalisation en réponse aux attentes des marchés financiers ».

Une initiative utile

Le 21 septembre 2011, le syndicat CGT des cheminots de Nantes a mis à disposition des privés d'emploi, une table de lutte pour le recrutement et rencontré la presse. Une délégation de la section PCF de Nantes est venue les soutenir. Les militants ont récolté **142 CV** accompagnés d'une lettre de motivation en 2 heures de temps. Ces candidatures ont été remises le 28 septembre à Guillaume PEPY en personne (Directeur National SNCF), puisqu'il avait fait le déplacement à Nantes pour les assises ferroviaires organisées à la région des pays de la Loire. 70 militants lui ont expliqué les méfaits

de sa politique de l'emploi, et exigé qu'il suive particulièrement ces candidatures spontanées.

Car depuis 7 ans, plus de 1000 emplois de cheminots ont été supprimés dans la région des Pays de Loire soit 20% des agents, fret inclus. Une hémorragie qui tend à s'accroître ; depuis 2 ans, c'est **150 emplois par année** qui disparaissent. En se réfugiant derrière l'arrivée de la concurrence la direction SNCF déstructure et asphyxie un modèle ferroviaire qui a fait depuis longtemps ses preuves. Cela génère au quotidien des retards et des suppressions de trains impactant plus

HISTORIQUE !



Il faut remonter très loin pour retrouver une mobilisation aussi unanime dans l'Education Nationale. Historique par le nombre de grévistes et manifestants, mais aussi par une telle unanimité entre **enseignants du public et du privé**. Combien étaient-ils dans la rue le 27 septembre ? Difficile à dire. Même les medias officiels donnent **6000 à Nantes, 1000 à Laval, 3000 à Angers et 3000 au Mans, 2000 à La Roche sur Yon** ! On a pu ainsi voir le recteur, M. CHAIX, avancer l'hypothèse que « le privé se préparant à la grève, les enseignants du public ont eu à cœur de ne pas être en dessous ». Minable ! Et d'embrayer sur le fait « qu'il était certain que l'enseignement serait au cœur des campagnes électorales à venir... » Il serait mieux inspiré d'écouter et soutenir les enseignants que de donner à

croire que voter remplacera l'action. Oui, l'Ecole, mise à mal comme jamais doit être une priorité pour les futurs Président et Députés. Mais c'est dès aujourd'hui que nos enfants ont besoin d'un enseignement de qualité ! C'est dès maintenant que parents et enseignants se mobilisent ! Et qu'ils s'apprentent à continuer à le faire, pas seulement sous la forme d'un bulletin de vote. La délégation de pouvoir, l'attentisme, on a déjà donné. Ce ne sont pas seulement des engagements qui sont attendus, mais des décisions et des actes prenant en compte les besoins.



particulièrement les **TER** : 589 annulations uniquement pour le 1er semestre 2011. Le syndicat des cheminots nantais estime que l'absence d'une réelle politique d'emploi entraînera dans un proche avenir, de grandes difficultés pour que la SNCF puisse répondre aux besoins des usagers et garantir un haut niveau de sécurité. Cette politique de la SNCF précarise l'emploi (CDD, intérim, alternance...) et par voie de conséquence, le service public ferroviaire.

La direction SNCF prétend l'impossibilité de trouver des candidats pour combler les emplois statutaires vacants. Cet

argument est, pour le moins, surprenant et choquant avec l'augmentation de 700.000 demandeurs d'emploi depuis le début de la crise. Par contre, les militants CGT qui ont vu Guillaume PEPY lui ont souligné que recrutement et politique salariale sont liés. Avec un salaire de base inférieur au SMIC, et de nombreux pensionnés touchant le minimum, il est sans doute logique que cela génère chez certains candidats potentiels, quelques appréhensions à s'engager avec la SNCF...

Avec l'initiative du 21 septembre, les Cheminots ont enfoncé un bon coin dans l'hypocrisie de leur Direction !

Evènements, culture, idées.

Patrimoine nantais : les raisons d'un malaise persistant (Place Publique mars-avril 2011 – Alain Croix – Didier Guyvarc'h)

Au printemps dernier, la revue de Nantes-Saint-Nazaire, « Place Publique », traitait, sous la plume d'Alain Croix et Didier Guyvarc'h la polémique qui s'est développée à Nantes autour de la gestion par la municipalité du patrimoine nantais. La création par la ville d'un service du Patrimoine, l'apparition parmi les élus municipaux au printemps 2008 d'un adjoint au Patrimoine ainsi que d'un Conseil nantais du Patrimoine, ne semblent pas avoir levé le malaise. Les deux historiens, intervenant comme citoyens, s'expriment sur les raisons d'un malaise persistant. Rappelant le sentiment de dépossession ressenti par l'association Nantes-Renaissance lié à la création du service du Patrimoine où les nombreuses interventions publiques d'associations ou d'individus dénonçant, régulièrement, la démolition de tel ou tel élément du patrimoine nantais, les auteurs estiment que se conjuguent deux phénomènes, l'un essentiellement local, l'autre général.

Ils relèvent d'abord qu'à Nantes, le patrimoine fait l'objet d'une approche assez étrange, citant deux exemples : d'une part, le « grand oral » de Jean-Louis Jossic, nouvel adjoint à la culture, qui, dans un débat public, en mai 2008, opposait deux visions politiques du patrimoine, une vision de droite attachée au patrimoine

noble, architectural, une vision de gauche s'appuyant davantage au patrimoine ouvrier ; d'autre part, le discours de Jean Blaise prononcé à l'occasion de la séance inaugurale du congrès des musées d'histoire tenu au musée du château des ducs, en mars 2010 disant en substance et d'une formulation très limpide, « Nantes n'a pas de patrimoine ! ». Alain Croix et Didier Guyvarc'h s'en émeuvent : « appliquons cela (les propos de JL Jossic) au cas du Couvent des Cordeliers : pouvons-nous en déduire qu'il ne peut intéresser qu'une ville de droite ? Ou peut-on considérer que la pierre en soit ne dit rien, n'intéresse donc bien évidemment ni spécifiquement la gauche, ni spécifiquement la droite, mais qu'elle peut évoquer aussi bien le sens des affaires des grandes familles marchandes (...) que le remarquable savoir-faire des maçons et des tailleurs de pierre... » ; Et, concernant les propos de J. Blaise : « il ne s'agit pas ici d'affirmer que le quai de la Fosse est aussi séduisant que le quai des Chartrons à Bordeaux, que le Nantes ancien vaut le vieux Lille et ainsi de suite. Simplement, entendre de hauts responsables énoncer publiquement, en repré-

sentation, de telles idées peut sans doute expliquer certaines des difficultés présentes... ». Les deux historiens,



prenant la précaution de préciser en reconnaissant aux deux responsables cités leur culture et leurs autres qualités, « qu'une faiblesse dans une action politique n'implique aucunement que l'ensemble de cette politique soit mauvaise », s'inscrivent dès lors dans une perspective, celle de l'action et de l'avenir et non pas la simple réaction. Ils abordent sous cet angle deux points.

Le premier concerne les bâtiments, préconisant que la ville ne décide pas d'acheter ou pas, sans se poser la question de les entretenir, restaurer, aménager, affecter, et ce, selon les critères de spécialistes lesquels, aussi compétents soient-ils dans leur domaine, n'ont pas toujours une vue d'ensemble. « Faut-il rappeler tout ce que les

« spécialistes » ont laissé détruire sans murmurer (...) et ce jusqu'à ces toutes dernières décennies, le patrimoine industriel ? ». Ils suggèrent que les spécialistes conseillent en matière de destruction et d'abandon avec les risques que cela implique dans le devoir à l'égard des générations futures.

Second point, pour les deux historiens nantais, le fondement de toute politique en matière de patrimoine doit se libérer d'une conception archaïque, héritée du 19ème siècle selon laquelle le patrimoine n'est que matériel et essentiellement architectural pour suggérer qu'il faille admettre la notion de subjectivité et d'évolutivité quant à la perception de l'utilité de la conservation de tel ou tel élément du patrimoine architectural. « Cela implique que la conscience d'un patrimoine naît mais peut aussi mourir. » « Tout aussi essentiel, pour les auteurs, le patrimoine ne se réduit plus aujourd'hui à l'architecture ni même au matériel : la notion s'applique à tout ce qui aide chaque citoyen à se sentir à l'aise dans sa propre histoire (...). » évoquant la boule nantaise, une chanson de Barbara, le beurre blanc ou tel événement ayant marqué les mémoires. C'est cette conception ouverte, moderne et... internationale qu'ils suggèrent de faire vivre à Nantes.

LIRE

ROUTE DE LA FIN

Une voie de Saint Nazaire a longtemps porté ce nom, et Jean Claude Lamatabois qui habite non loin de là ne manque pas d'en faire le titre de son plus récent ouvrage (Editions Le Temps des Cerises, 2011, 12 euros).

Réfléchissons : la condition humaine serait-elle de parcourir une route de la fin, chacun la sienne ? Le récit de notre ami et camarade rejette ou plutôt redresse un tel pessimisme.

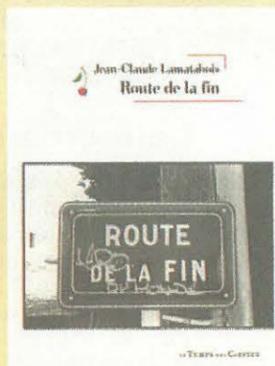
Car il a choisi comme héros un orphelin parisien qui dans les conditions de la clandestinité des années cinquante, caché derrière un soupirail au ras du trottoir, découvre un monde tout à fait extraordinaire : Montmartre et les lieux voisins, non pas ceux du tourisme banal mais une certaine féerie des rues populaires, un tableau urbain regroupant aussi bien les « bistrots » amicaux où se fréquentent sans heurts les travailleurs arabes et français, que les ateliers de peinture, studios et écoles de danse. Le jeune André y fait l'éducation de la sensualité pré-adolescente parmi les bas de femmes, l'éducation de la générosité aussi, et d'une solidarité agissante quand la police fait ses rondes.

Pour ce qui concerne cette partie parisienne, le livre porte les accents de la vérité sociale, et le préfacier Jean Yves Martin a bien souligné que ces résidents de Montmartre incarnent les figures de l'enfermement mais aussi de l'internationalisme.

Car c'est la guerre d'Algérie, des deux côtés de la Méditerranée. André échappe à une embuscade victorieusement tendue aux soldats français ; les paysans algériens le revêtent d'une gandoura si bien que les forces coloniales revenant sur le terrain pour des représailles, tuent par un « concours de circonstances » autrement dit « bavure », la victime de la cruauté colonialiste et de son mot d'ordre trompeur « l'Algérie c'est la France ».

À Paris, Montmartre c'est la France sans doute, mais tout le contraire d'une société bourgeoise et d'une morale de petits bourgeois. Ce n'est pas non plus la bohème chère aux romanciers populistes classiques. Les personnages de JC Lamatabois sont attachants en ce qu'ils bravent la raison critique, l'esprit d'organisation sans être anarchistes, l'ordre identitaire et même littéraire.

R. ANTOINE

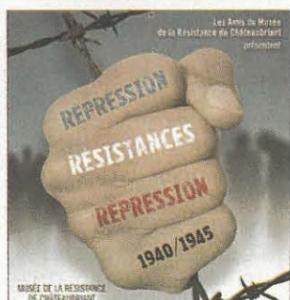


VOIR...

Expo

La bibliothèque Paul Eluard accueille l'exposition : « Répression Résistances Répression -1940/1945 » réalisée conjointement par le musée de la résistance nationale et les amis du musée de la résistance de Châteaubriant. Cette exposition retrace l'Histoire de la résistance et plus particulièrement en Loire-Atlantique. L'exposition sera précédée d'un vernissage au cours duquel sera diffusé le film « un octobre 41 » qui retrace les parcours des otages exécutés à Nantes, Châteaubriant et Paris, le 22 octobre 41. Le vernissage aura lieu le 6 octobre à 18h30. L'exposition quant à elle se déroule du 1er au 29 octobre 2011.

Bibliothèque Paul Eluard - 33 avenue des Plantes 44800 St-Herblain - 02.40.40.51.41.



MÉDIAS

Une télé très regardée

Selon une étude de Médiamétrie-Eurodata TV Worldwide, la durée d'écoute de la télévision progresse partout dans le monde, y compris en France, avec 3h47 par jour. Sur un an, les Français sont même parmi ceux dont la durée d'écoute a le plus évolué, avec 12 minutes supplémentaires par jour, même s'ils ne rejoignent pas encore les Américains qui passent quotidiennement 4h44 devant leur petit écran. Et cette durée d'écoute pourrait battre de nouveaux records à l'avenir avec

la croissance attendue de la télé mobile : 31,4 % des foyers sont actuellement équipés de Smartphone et 2,4 % de tablettes. Autre phénomène : le succès des réseaux sociaux renforce la puissance de la TV, créant selon cette étude plus d'interactivité avec les téléspectateurs. Les chaînes l'ont bien compris. « Les réseaux sociaux sont un bon moyen d'attirer l'attention sur un programme et de la maintenir entre deux saisons en faisant participer le téléspectateur, qui en devient ainsi partie intégrante » explique

TOUS LES JOURS JE LAVE MON CERVEAU AVEC LA TELE



Amandine Cassi, directrice des études chez Médiamétrie. Avant la diffusion de la série Dexter, les téléspectateurs peuvent se mettre dans la peau de leur personnage fétiche, qui rassemble 10 millions de fans sur facebook, grâce à un jeu en ligne. Outre les séries amé-

ricaines, toujours très regardées, les chaînes d'info et de sport

sont en tête des contenus les plus regardés. Cette étude montre aussi combien la confusion des genres gagne du terrain. Le docu-fiction est désormais bien ancré dans le paysage et la télé-réalité continue de faire recette. Et, nouveauté : la

télé-réalité reprend à son compte les codes de la fiction, à l'image de la constructed reality : les personnages de télé-réalité sont désormais mis en scène comme dans une série, Made in Chelsea, au Royaume-Uni.

près de vous

Sénat

Les nouveaux élus du groupe CRC

-Mireille Schurch (Allier)
-Isabelle Pasquet (Bouches-du-Rhône)
-Gérard Le Cam (Côtes-d'Armor)
-Marie-France Beauvils (Indre-et-Loire)
-Annie David (Isère)
-Cécile Cukierman (Loire)
-Évelyne Didier (Meurthe-et-Moselle)
-Michel Le Scouarnec (Morbihan)
-Eric Bocquet (Nord)
-Michelle Demessine (Nord)
-Dominique Watrin (Pas-de-Calais)
-Guy Fischer (Rhône)
-Nicole Borvo (Paris)
-Thierry Foucaud (Seine-Maritime)
-Michel Billout (Seine-et-Marne)
-Brigitte Gonthier-Maurin (Hauts-de-Seine)
-Éliane Assassi (Seine-Saint-Denis)
-Laurence Cohen (Val-de-Marne)
-Christian Favier (Val-de-Marne)
-Robert Hue (Val-d'Oise)
-Gélita Hoarau -PCR- (La Réunion)

Rezé



Fond d'aide aux jeunes

A l'heure où le contrat de génération est proposé comme le remède miracle pour la jeunesse de notre pays, Annie Fretin a souhaité insister sur les propositions du PCF en la matière.

Le conseil municipal et les communistes ont voté le fond d'aide aux jeunes, 70 d'entre eux en grande précarité en ont bénéficié l'année passée mais il était nécessaire pour Annie Fretin de souligner que ce fond « **pointe surtout les carences des dispositifs jeunesse face à un enjeu fondamental de société** ». Les jeunes pourtant « ont multiplié [ces derniers mois] les luttes et les résistances et ils ont affirmé leur rejet d'une politique qui veut leur imposer la précarité comme un fait inéluctable. »

Alors, l'élue a développé les réformes de transformations permettant la **mise en place d'un statut social pour les jeunes par un système d'allocations d'autonomie universelle et de nouveaux droits**. « Pour nous, communistes, -insiste-t-elle- les jeunes doivent pouvoir étudier dans de bonnes conditions sans avoir à financer leur formation, ils doivent avoir accès à la culture, ils doivent pouvoir se loger décemment, ils doivent pouvoir se soigner correctement, ils doivent pouvoir se déplacer librement, ils doivent avoir accès à la culture et ils doivent pouvoir obtenir un emploi stable ».

L'invité

La Palestine vivra !

La demande de reconnaissance de l'Etat Palestinien auprès des nations unies **place plus que jamais la communauté internationale face à ses responsabilités**. Cette nouvelle étape enclenchée par Mahmoud Abbas résonne en effet pour beaucoup, comme un tournant majeur et comme une occasion unique de mettre en lumière l'injustice dont souffre tout un peuple victime de la colonisation, du blocus et de l'attitude criminelle du gouvernement Israélien.

Les élus communistes et républicains, en particulier à St Herblain, commune qui a participé rappelons-le à l'opération La Flottille de la Liberté, se sont depuis toujours engagés clairement et avec toute la vigueur possible pour la cause Palestinienne afin de dénoncer l'ensemble des atteintes à ses droits légitimes. Alors que cette demande à l'ONU pourrait être synonyme d'espoir et de paix renouvelée l'hypocrisie des gouvernements israéliens et américains apparaît à nouveau au grand jour. C'est ainsi que l'ambassadeur israélien à l'ONU, Ron Prosor, a réitéré, le 28 septembre dernier, l'appel à renouer sans délai avec des négociations directes pour mieux écarter la question de la reconnaissance de leur Etat. Celui-ci déclare sans détour que la Palestine ne "deviendra pas le 194ème Etat à l'ONU". Alors même que les Etats-Unis ont déjà annoncé qu'ils mettraient leur veto au Conseil de sécurité si nécessaire, pour faire barrage à la demande palestinienne. Il apparaît de manière de plus en plus flagrante aux yeux de l'opinion et des défenseurs des droits des peuples qu'Israël et son plus fidèle allié signent là l'échec de leur politique.

En effet, depuis maintenant des années où les différents processus de négociation ont été engagés sous l'égide des Etats-Unis, ceux-ci n'ont permis aucune avancée concrète, le gouvernement israélien sabotant de lui-même ces négociations par ses actes de colonisation et de guerre répétés. C'est cet échec dans les négociations directes et indirectes qui a amené les palestiniens à faire cette demande à l'ONU et ainsi placer la question palestinienne au centre de l'actualité. Les espoirs de tout un peuple ne peuvent être à nouveau déçus au risque de balayer une fois encore toute possibilité d'issue pacifique au conflit. L'ensemble des pays du globe et la France en particulier en tant que membre du conseil de sécurité avec droit de veto ont une responsabilité majeure et historique.

Les élus communistes et républicains réitèrent ainsi plus que jamais leur appel à la reconnaissance de la Palestine en tant qu'état à part entière, libre et souverain et non en tant qu'état « observateur » comme Nicolas Sarkozy a pu l'évoquer. C'est en ce sens que nous serons de tous les combats et de toutes les mobilisations au côté du peuple palestinien et des citoyens, pour faire pencher la balance et donner ainsi une véritable chance à la paix en Palestine.



Sandrine Fleurimont
Maire adjointe - St Herblain

L'activité

Vertou

Vertou a besoin de ses deux collèges publics !

La rentrée scolaire pour bon nombre d'élus locaux a été l'occasion de faire un constat de la situation dans les écoles publiques. Dans la commune de Vertou ce constat est alarmant avec une augmentation d'effectifs scolaires constante depuis ces dernières années. Les menaces pesant sur l'un de ces deux collèges, Jean Monnet, apparaît alors comme d'autant plus aberrant. **C'est ce que dénonce Michel Gouty dans une déclaration offensive**. En effet, depuis la rentrée 2007-2008, date de l'ouverture du 2ème collège public Lucie Aubrac, 72 élèves sont venus grossir les rangs de ces établissements, validant ainsi l'utilité de ces deux structures.

Autre élément apporté par l'élue communiste le nombre d'élèves par classes devenu très élevé. La trentaine d'élèves assis sur les bancs devient ainsi la norme ! D'autre part la fermeture progressive de la classe SEGPA dans le collège Jean Monnet est également dénoncée. Alors que cette structure bien que perfectible permettait d'accueillir des enfants en difficulté, celle-ci est désormais amenée à disparaître ! **Par soucis de restrictions budgétaires, nous voyons donc clairement que les économies se font sur le dos des enfants**. Michel Gouty de terminer en rappelant que comme beaucoup de citoyens de la commune, il s'oppose catégoriquement à l'extension de l'établissement Lucie Aubrac et à la fermeture du collège Jean Monnet.

Région

L'action des élus communistes

Depuis maintenant un an et demi le groupe des élus communistes de la région travaille à faire entendre les exigences populaires. A l'occasion d'une conférence de presse ceux-ci ont pu détailler leur action dans divers domaines. **La Commission régionale d'évaluation et de suivi des aides publiques** est un exemple de cette volonté de contrôle



de l'utilisation des fonds publics avec un suivi en amont sur les conditions d'octroi des aides en fonction des progrès sociaux et environnementaux et en aval, avec une évaluation et au besoin un remboursement de ces mêmes aides. Par ailleurs dans le cadre de l'élaboration du Schéma Régional de l'Economie et l'Emploi Durable nos élus font valoir la mobilisation des fonds régionaux comme levier pour mobiliser la place bancaire sur ce qui doit être son rôle (financer l'emploi, la recherche...). Tout comme l'emploi qui forme un levier majeur de l'action régionale, l'éducation et la jeunesse sont aussi au cœur des préoccupations du groupe à la région. **Le rôle majeur joué par les élus communistes dans la gratuité des livres au lycée et l'extension du cartable numérique** en sont le parfait exemple. Enfin, la question de la mobilité et des transports est porteuse de questions essentielles quant à l'égalité de tous; la réouverture de la ligne Nantes Châteaubriant ainsi que le développement du tram-train illustrent l'engagement des élus régionaux. Cependant, malgré les efforts de la collectivité dans de nombreux domaines, les élus ne cédant pas à la naïveté, insistent également sur l'aspect contraint du budget de cette institution, contraintes qui s'accroissent avec la volonté de ficeler les régions par la réforme des collectivités et de leur fiscalité.

Assemblée générale de l'A.D.E.C.R

L'assemblée générale de l'association départementale des élus communistes et républicains qui s'est déroulée le mercredi 21 Septembre à Trignac a été l'occasion pour les élus du département de débattre et d'analyser l'actualité et les principaux dossiers clefs de la rentrée comme la réforme des collectivités, les sénatoriales, ou la formation des élus. Une large partie du débat s'est concentrée sur la rentrée scolaire avec son lot de suppressions de postes et fermetures de classes. En effet, l'école de Sarkozy c'est plus d'élèves et moins de profs et partout dans le département **nos élus locaux se sont battus et ont alerté les citoyens quant à cette casse en règle de l'école publique**. Face aux 66000 suppressions de postes depuis 2007 la mobilisation réussie du 27 septembre où bon nombre d'élus étaient présents sonne donc comme un avertissement pour la droite. Les discussions se sont également penchées sur la réforme des collectivités locales et ses conséquences dans nos communes et intercommunalités avec notamment la question des schémas départementaux (SDCI) qui sont la mise en œuvre d'une réforme injuste, conduite au pas de charge par l'Etat faisant fi de toute démocratie locale. En ce sens les élus communistes et républicains ont réaffirmé leur opposition nette et sans appel à la réforme des collectivités voulue par Sarkozy qui ne vise rien d'autre qu'à centraliser toujours un peu plus les pouvoirs. Marc Justy président de l'ADECRC 44 de remarquer à cette occasion et de rappeler que celle-ci a « **pour conséquence la disparition de tout un pan de la souveraineté populaire, les objectifs étant la réduction des services publics, et l'éloignement des citoyens des centres de décision, sur fond d'application aux territoires des plans de rigueur voulus par l'Union Européenne** ». Enfin cette assemblée fut également l'occasion de rencontrer les représentants de la liste « unité, solidarité territoriale et proximité » soutenue par le PCF qui a permis de gagner trois sénateurs de gauche dans le département et contribuer ainsi au basculement historique du sénat.

AUJOURD'HUI ET DEMAIN



Mouvement social

Judi 6 octobre : Mobilisation des retraités contre la perte d'autonomie et de pouvoir d'achat.

Loire et Sèvre

Judi 6 octobre : Réunion du comité local à 19H00, espace beauté à Vertou.

Mouvement Social

Mardi 11 octobre : Mobilisation nationale interprofessionnelle.

Jeunesse

Samedi 15 octobre : Journée internationale de la jeunesse contre la crise. Place Royale à Nantes à 15H00.

Matériels de campagne 2012

Le matériel de communication consacré aux campagnes électorales de 2012 est en train de parvenir à la fédération. D'ores et déjà sont arrivés : les affiches et les bandeaux. Le livre du programme populaire partagé devrait être livré rapidement. A ce titre et pour palier au retard de livraison, des versions papier journal comme ceux joints dans ce numéro des Nouvelles sont disponibles à la fédération.



Nous ne paierons pas leur crise !



Le mardi 27 Septembre à l'initiative des jeunes communistes de Loire-Atlantique s'est tenue une réunion inter-organisation réunissant les jeunes NPA, Sud Etudiant, le SEN, l'UNEF et le MJS pour débattre et discuter ensemble de l'actualité de la rentrée. **Nos discussions se sont portées sur les mobilisations du mois d'Octobre et en particulier celle du 15 à l'appel de l'ensemble des organisations de jeunesse du pays sur le thème : « Nous ne paierons pas leur crise ! ».** Cette journée d'action initiée par les indignés espagnols et relayée en France par le MJCF notamment, souhaite mobiliser la jeunesse sur le thème de la crise et de ses conséquences en rappelant avec force que les véritables responsables sont les capitalistes ! Autour de revendications claires (Embauche dans l'éducation nationale, abandon de la « règle d'or », CDI comme norme d'embauche) la jeunesse lance donc pour cette date un appel au rassemblement à 14h00, Place Royale à Nantes. Avec au programme, déploiement de banderoles, débat et lecture de l'appel national.

Le mardi 27 Septembre à l'initiative des jeunes communistes de Loire-Atlantique s'est tenue une réunion inter-organisation réunissant les jeunes NPA, Sud Etudiant, le SEN, l'UNEF et le MJS pour débattre et discuter ensemble de l'actualité de la rentrée. **Nos discussions se sont portées sur les mobilisations du mois d'Octobre et en particulier celle du 15 à l'appel de l'ensemble des organisations de jeunesse du pays sur le thème : « Nous ne paierons pas leur crise ! ».** Cette journée d'action initiée par les indignés espagnols et relayée en France par le MJCF notamment, souhaite mobiliser la jeunesse sur le thème de la crise et de ses conséquences en rappelant avec force que les véritables responsables sont les capitalistes ! Autour de revendications claires (Embauche dans l'éducation nationale, abandon de la « règle d'or », CDI comme norme d'embauche) la jeunesse lance donc pour cette date un appel au rassemblement à 14h00, Place Royale à Nantes. Avec au programme, déploiement de banderoles, débat et lecture de l'appel national.

elles et la fête de l'humanité, les **jeunes communistes s'organisent pour une rentrée ancrée dans les luttes.**

L'austérité et la précarité frappant notre société de plein fouet en cette rentrée 2011, il est plus que temps pour les jeunes de s'organiser pour défendre et exiger de nouveaux droits

L'autonomie de la jeunesse est un combat au quotidien des jeunes communistes, car non seulement l'accès au logement indépendant n'est pas chose facile mais en plus la situation économique saccage nos conditions d'entrée dans la vie active.

Une campagne nationale est initiée par les Etudiants Communistes sur le logement étudiant et les difficultés pour tous les jeunes à trouver un logement à un prix décent dans cette période si particulière où un quart de la jeunesse est au chômage.

Afin de mobiliser les jeunes de Loire atlantique, en plus de diffusions de tracts et collages d'affiches, le 20 octobre à la scène Michelet, les JC organisent une soirée afin de créer un espace de débat convivial et de proposer des alternatives à la rigueur imposée pour justifier le gaspillage capitaliste.

Après un rendez vous avec les jeunes communistes de saint Nazaire, il s'en dégage que la même initiative sera organisée sur Saint Nazaire courant novembre afin de mettre en dynamique les jeunes autour des revendications de la JC.

De plus, un appel à la mobilisation a été lancé par toutes les organisations progressistes européennes de jeunes pour le samedi 15 octobre, avec **rendez vous à 14h place royale à Nantes, afin de sonner l'alarme sur la précarité galopante** et exiger, entre autres, un véritable statut de la jeu-

nesse, un plan pour l'emploi des jeunes, refaisant du CDI la norme de l'embauche.

Parce que la société de demain ne pourra se faire sans les jeunes d'aujourd'hui, restons tous ensemble vigilants et mobilisés afin que notre génération ne soit pas celle sacrifiée sur l'hôtel de la crise du capitalisme.



8 La rentrée de la JC

Par Estelle Brousse

Après un été bien rempli avec des diffusions de tracts à Nantes et saint Nazaire, des rencontres fructueuses sur les rendez vous de la fête des nou-

« Nouvelles de Loire Atlantique »

Directeur de la Publication : Jérôme TURMEAU
Commission paritaire : N° 0310 I 86504

Imprimerie : IMPRAM Lannion

Composition : SEM Locminé

Responsable de la rédaction :

Jérôme TURMEAU

NLA 41 rue des Olivettes - 44000 Nantes

Tél : 02 40 35 03 00 - Fax : 02 40 48 56 36

e-mail : redac.nla@orange.fr

Ce numéro des Nouvelles a été réalisé avec la collaboration de :

Marie-Annick BENÂTRE

Yannick CHENEAU

Pedro MAIA

Jean-Yves MARTIN

Mireille PERNOT

Yann VINCE



Vite lu...

Huma café

Le prochain rendez-vous de l'huma café sera consacré à **Nicolas DEVERS-DREYFUS**, auteur, consultant en communication publique, spécialiste des questions d'histoire, il a participé activement à la vie de la société des lecteurs et lectrices de l'Humanité. Il a enseigné à la Sorbonne et enseigne toujours les relations internationales et les questions de défense notamment sur les rapports France-Allemagne.

Ce prochain huma-café aura lieu :

Vendredi 7 octobre

A 18H

Au Lieu Unique à Nantes

Nécrologie

C'est avec tristesse que nous avons appris le décès de Jean Luc CHAGNOLLEAU. Militant et responsable de la CGT, membre de la cellule des portuaires du PCF, il avait eu une activité importante pour la défense de la profession et du port de Nantes notamment après la réforme portuaire de 1992. Il avait aussi aidé à la reconstruction du syndicat à St Nazaire. Jean Luc était aussi engagé dans une association de défense et de prévention des maladies professionnelles. Il était courageux dans ses combats syndicaux et face à la maladie. L'équipe des Nouvelles et la fédération du PCF présentent à Véronique et à ses enfants ses plus sincères condoléances et les assurent de leur soutien dans ce moment difficile.